

## ACTUALITE REGIONALE

---

### **Classement des pays africains les plus ouverts selon l'édition 2019 du rapport « Visa Openness Index» de la Banque africaine de développement (BAfD)**

[Cet indice mesure chaque année le niveau d'ouverture des frontières des pays africains aux voyageurs. Le rapport de cette édition classe les 54 pays du continent sur la base de 4 critères](#) : (i) délivrance du visa, (ii) ratification de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), (iii) l'adhésion au Marché unique africain du transport et (iv) l'application du Protocole de la libre circulation des personnes. Comme en 2018, le Bénin et les Seychelles premiers ex aequo dans le classement de 2019. Le Bénin tient sa performance de sa politique eVisa et son adhésion au marché unique du transport aérien africain. Les Seychelles appliquent également adopté la politique eVisa et ont officiellement adhéré au marché unique africain du transport. Le Sénégal complète le podium, en raison de l'application du Protocole de la libre circulation des personnes et de la ratification de la Zlecaf. Le Rwanda et le Ghana se positionnent respectivement aux 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> rangs, loin devant d'importants pays (en termes de PIB) comme le Nigéria (30<sup>ème</sup>), l'Afrique du Sud (35<sup>ème</sup>), l'Egypte (49<sup>ème</sup>) et dans une moindre mesure la Côte d'Ivoire (27<sup>ème</sup>). De manière générale, le rapport note que les voyageurs africains n'ont plus besoin de visas vers un quart des autres pays africains, alors que l'exemption de visa n'était possible que dans un cinquième du continent en 2016. A ce jour, 21 pays africains offrent des facilités de voyage, grâce aux eVisas. Cependant, les voyageurs africains doivent encore obtenir un visa pour voyager dans un peu moins de la moitié du continent.

### **Orpillage au Sahel : une source significative de financement des groupes armés selon ICG**

Selon un récent [rapport d'International Crisis Group \(ICG\)](#), l'exploitation de mines artisanales au Sahel contribuerait significativement au financement des groupes armés islamistes. L'orpillage ou production artisanale d'or représenterait désormais près de 50% des volumes produits industriellement. Elle serait de 20 à 50 tonnes par an au Mali, représenterait un volume financier entre 1,9 Mds USD et 4,5 Mds USD et impliquerait plus de deux millions de personnes dont 700 000 au Mali.

### **Réunion des ministres des Transports de l'UEMOA pour le projet boucle ferroviaire sous-régionale**

[Au cours d'une réunion des ministres chargés des Transports des États membres de l'UEMOA destinée à faire un état des lieux du projet de boucle ferroviaire dans l'espace UEMOA, les autorités ont estimé le coût du projet à 4 000 Mds FCFA \(6 Mds EUR\)](#). Pour mener à bien ce projet, il faudrait réhabiliter 1 946 km de tronçon ferroviaire et en construire 1 088 km. L'UEMOA souhaite lancer une étude de faisabilité, d'un coût de 11 Mds FCFA soit 17 M EUR, en 2020. Pour rappel, le commerce communautaire pâtit d'un manque d'intégration en raison, entre autres, d'un déficit d'infrastructures ferroviaires.

## BURKINA FASO

---

### **3<sup>ème</sup> revue concluante du FMI**

[Une délégation du Fonds monétaire internationale \(FMI\), conduite par Calixte Ahokossi, a tenu des discussions avec les autorités nationales dans le cadre de la troisième revue du programme économique et financier du Burkina Faso soutenu par une Facilité élargie de crédit \(FEC\)](#). La croissance économique est attendue à +6% en 2019 et 2020, contre +6,8% en 2018, l'inflation est négative grâce aux bons résultats des récoltes, et l'exécution budgétaire est globalement en ligne avec un déficit contenu à environ 3% du PIB. Le niveau d'endettement à 43% du PIB reste modéré. La délégation a souligné la résilience de l'économie malgré le contexte sécuritaire difficile et les résistances de la fonction publiques aux réformes du système indemnitaire. Pour autant, la masse salariale continue de peser lourdement (57% des recettes fiscales en 2019)

et l'ajustement des dépenses s'est fait au détriment des investissements en recul de 2 points (8% du PIB en 2019).

### **Financement de la Stratégie nationale de la finance inclusive**

[La ministre déléguée chargée de l'Aménagement du territoire, Pauline Zouré, a présidé, le 12 novembre 2019, la table ronde des Partenaires techniques et financiers \(PTF\) pour le financement de la Stratégie nationale de la finance inclusive \(SNFI\), période 2019-2023.](#) Environ 7 Mds CFA (10,7 M EUR) sont à mobiliser auprès des PTF, sur un total d'environ 59 Mds F CFA (90 M EUR) à lever pour la totale mise en œuvre de la SNFI. Près de 70% de ce montant total devrait être financé par le budget de l'Etat. Pour mémoire, [l'objectif global de la SNFI est d'accroître d'ici à 2022, à 70% la proportion de la population adulte Burkinabé ayant accès et utilisant des produits et services financiers abordables et adaptés.](#) Elle est structurée autour de cinq axes stratégiques : (i) améliorer la disponibilité et la fourniture du crédit, (ii) promouvoir l'implémentation de la finance digitale, (iii) améliorer la disponibilité du financement agricole, (iv) améliorer les options de couverture des risques, (v) renforcer les politiques, la réglementation et la supervision. A noter que selon le dernier [rapport de la BCEAO sur l'inclusion financière en 2018](#), le Burkina Faso a enregistré un taux global d'inclusion financière (banques, postes, mobile banking, microfinances...), de 68,4% et le pays revendique le 2<sup>ème</sup> plus fort taux de pénétration démographique (nombre de points de services disponibles pour 10 000 adultes), avec un ratio de 62 points de service pour 10 000 adultes, après le Bénin.

## **COTE D'IVOIRE**

---

### **La France pays à l'honneur lors du prochain Salon de l'Agriculture et des Ressources Animales (SARA) du 22 novembre au 1<sup>er</sup> décembre**

[Le SARA s'est imposé comme un événement incontournable pour les acteurs du monde agricole](#) de la sous-région, la plupart des pays de la zone y seront représentés au niveau ministériel, la France en sera le pays à l'honneur. Lors de la journée de la France, le samedi 23 novembre, Didier Guillaume, ministre de l'Agriculture et de l'alimentation introduira, une conférence régionale sur la transition agro-écologiques et de l'innovation. Jean-Baptiste Lemoine, secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, participera également au programme des conférences le 26 novembre.

### **Signature d'un PPP à 229 M EUR pour le développement du parc industriel PK 24 d'Abidjan**

[Le président de la banque panafricaine d'import-export \(Afreximbank\), le ministre du Commerce et de l'Industrie, et le ministre en charge du Budget, en charge du Budget et de l'État ont signé un accord de partenariat public-privé pour le développement du parc industriel PK 24 d'Abidjan.](#) Le montant accordé par Afreximbank s'élève à 150 Mds FCFA (228,5 M EUR). Par cet accord, Afreximbank devient développeur de ce projet qui prévoit un parc industriel de 113 ha accueillant 60 sociétés majoritairement de transformation de produits de base tels que le cacao, les noix de cajou, les fruits et légumes, et de fabrication légère dans les produits pharmaceutiques, l'assemblage de matériel et les appareils ménagers. Les emplois directs créés par ce parc sont estimés à 10 000. Selon l'Afreximbank, les travaux comprennent également des aménagements tels que des routes, de l'électricité, de l'eau, des réseaux télécoms et la gestion des déchets, des usines de fabrication, des entrepôts, un complexe logistique, des bureaux et des bâtiments commerciaux et résidentiels.

### **Mise en vente de 5 blocs pétroliers par le Côte d'Ivoire et recrutement d'une société chinoise par Tullow Oil pour l'exploration offshore**

[A l'occasion de la convention Africa Oil Week dans la ville du Cap en Afrique du Sud, une délégation du ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Energies renouvelables a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour 5 blocs pétroliers en eaux non-profondes vers la frontière ghanéenne.](#) Par ailleurs, la compagnie pétrolière britannique Tullow Oil a recruté le géophysicien chinois Sinopec Geophysical pour réaliser des travaux de relevés sismiques sur 7 blocs d'exploration.

## **Lancement des travaux de l'ouverture de l'embouchure du fleuve**

[Le Vice-Président de la République Daniel Kablan Duncan a lancé le 11 novembre 2019 les travaux de l'ouverture de l'embouchure du fleuve Comoé.](#) Ils prévoient une digue de 80 m de largeur bordée d'épis de protection de 140 et 210 m de longueur ; le délai de réalisation est de 22 mois et seront assurés par l'entreprise marocaine de BTP Société générale des travaux du Maroc (SGTM). D'un montant de 38,4 Mds FCFA (58,5 M EUR), ce projet est cofinancé par la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), le Fonds de l'OPEP pour le Développement International (OFID), et l'État de Côte d'Ivoire. Ce projet est une composante du Projet de Sauvegarde et de Valorisation de la Baie de Cocody et de la Lagune Ebrié (PABC), initiative ivoiro-marocaine. Le PABC est financé par la Côte d'Ivoire et des bailleurs de fonds tels que la Banque Islamique de Développement, la BADEAO, l'OFID pour un coût estimé à 282 Mds FCFA (429,7 M EUR). Le PABC prévoit également un bassin écrêteur de crue à Williamsville, un pont à haubans reliant Cocody au Plateau et le réaménagement du Carrefour de l'Indénié, également confiés à la SGTM.

## **Réhabilitation de l'aéroport de Korhogo au nord du pays**

[Le ministre de la Fonction publique a procédé au lancement des travaux d'extension de l'aéroport de Korhogo. Ces travaux ont pour objectif l'accueil d'avions gros porteurs de type Airbus A320.](#) Ces travaux devraient durer jusqu'en août 2020 et sont réalisés par le groupe burkinabé EBOMAF. Selon le ministre, cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus large de réhabilitation des infrastructures aéroportuaires de l'intérieur du pays (San Pedro, Bouaké, Yamoussoukro).

## **Création de l'École Supérieure du Pétrole et de l'Énergie**

[Le gouvernement ivoirien a communiqué la création de l'École Supérieure du Pétrole et de l'Énergie \(ESPE\) au sein de l'Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny \(INPHB\) en partenariat avec l'Institut Français du Pétrole.](#) L'ESPE aura une vocation sous-régionale et formera des techniciens du secteur pétrolier en formation initiale à partir de la rentrée de septembre 2020.

## **Réélection du président du patronat ivoirien**

Son mandat étant arrivé à son terme, le président de la Confédération des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) Jean-Marie Ackah a été reconduit dans ses fonctions pour un nouveau mandat de 3 ans à l'issue d'un vote du Conseil d'administration. La CGECI est l'un des organes de représentations du patronat ivoirien.

## **GUINEE**

---

### **La Société AngloGold Ashanti de Guinée (SAG) et l'agence américaine USAID appuie la filière de la noix de cajou à Siguiri**

[La SAG et l'USAID ont signé le 6 novembre 2019, un protocole d'accord de 3 M USD destinés au financement du projet dénommé « Activité de développement agricole de Siguiri ».](#) Ce projet porte sur l'amélioration des moyens de subsistance de producteurs de noix de cajou à travers la fourniture d'intrants et le renforcement de capacités en particulier de celles des femmes et les jeunes de Siguiri, préfecture qui abrite la mine d'or de la SAG. 500 emplois permanents et 200 emplois indirects et saisonniers seront créés à travers ce projet et l'ensemble de la chaîne de valeur de l'acajou dans la préfecture de Siguiri où une usine de transformation sera construite en 2020. Le protocole signé précise que chaque partie contribuera à hauteur de 50 % (1,5 M USD) au financement total du projet.

### **La Société des Mines de Boké (SMB) remporte l'appel d'offres pour l'exploitation des gisements de minerai de fer des blocs 1 et 2 de Simandou**

Suite à un appel d'offres ouvert par décret présidentiel le 13 juillet dernier, la SMB vient de remporter l'attribution des gisements de fer des blocs 1 et 2 de Simandou. Conformément au cahier spécial des charges, le Consortium SMB –Winning s'engage par ailleurs à exporter le minerai de fer via le territoire guinéen et construire une voie ferrée de plus de 650 km ainsi qu'un port en eau profonde à Matakang (préfecture de Forécariah) dans un délai de cinq ans à compter de la ratification des conventions. A noter que le Consortium

SMB-Wining est le 1<sup>er</sup> exportateur de la bauxite de Guinée avec 42 millions de tonnes en 2018. Le Consortium emploie un effectif de 9 000 personnes.

### **Remise des études du schéma directeur d'alimentation en eau potable de Conakry**

Cette remise, qui a eu lieu le 12 novembre 2019, a été présidée par le Secrétaire général du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (Ex-DG de la Société des Eaux de Guinée). Lors de son intervention ce dernier a évoqué l'insuffisance notable d'investissements dans le secteur depuis près de deux décennies, la vétusté des équipements, le déficit en énergie électrique, la forte urbanisation entraînant un accroissement démographique ne permettant pas aujourd'hui d'assurer correctement une desserte en eau potable. A date, le taux moyen d'accès global des populations urbaines en eau potable est d'environ 31 % pour la capitale Conakry contre une moyenne de 27 % pour les villes de l'intérieur avec une desserte par intermittence ou alternée. Ce constat éloigne la Guinée de son objectif de 75,6% fixé au sous-secteur eau dans le cadre du PNDES 2016-2020. Le Schéma directeur indique qu'à fin 2019, les besoins en eau potable pour Conakry seront de l'ordre 370 000 m<sup>3</sup>/jour pour une population estimée à 2,6 M d'habitants alors que la capacité de production disponible n'est que de 150 000 m<sup>3</sup>/jour, soit un déficit de 200 000 m<sup>3</sup>/jour. A noter que ce Schéma a été financé par la Banque mondiale à hauteur de 30 M USD.

### **L'Agence nationale d'inclusion économique et sociale (ANIES) lance son déploiement sur le terrain**

Pour le lancement de ses activités, l'ANIES a recruté environ 1000 jeunes pour assurer la collecte des données économiques et sociales de la population pauvre. Cette collecte qui débutera le 18 novembre 2019 marquera la première phase du déploiement qui concernera dans un premier temps les zones pilotes que sont Gaoual, Téliélé, Beyla, Dabola, Kérouané, Mamou, Tougué et Mali Yambéring. A noter que l'ANIES a été créée par décret présidentiel le 31 janvier 2019. L'objectif est d'atteindre d'ici cinq ans, 40 % du PIB orienté vers les 40 % les plus pauvres en vue de réduire à moyen terme la pauvreté qui touche actuellement 60 % de la population dont 65 % en zones rurales.

## **LIBERIA**

---

### **Nomination d'un nouveau Gouverneur à la tête de la Banque centrale libérienne (CBL)**

[Le Chef d'Etat vient de procéder à la nomination de M. Jolue Aloysius Tarlue à la tête de la Banque centrale libérienne.](#) Le nouveau Gouverneur cumule plusieurs années d'expérience dans le secteur bancaire international, via notamment J.P. Morgan Chase, la Deutsche Bank, Merrill Lynch et HSBC Bank. Avant cette nomination, il présidait la commission libérienne de régulation du secteur de l'électricité (LERC). Son principal défi sera de restaurer rapidement la crédibilité et l'efficacité de la politique monétaire, dans une conjoncture économique marquée par de fortes pressions inflationnistes (22,2% attendu à fin 2019), une croissance atone (0,4% attendu en 2019) et un fort déséquilibre extérieur (-21,2% du PIB de déficit courant à fin 2019) qui se traduit par une dépréciation continue du Dollar libérien.

### **Reprise des vols Air France à destination du Libéria en 2020**

[Selon le Chef d'Etat libérien, Georges Weah, Air France devrait reprendre dès début 2020 ses vols à destination du Libéria, après environ cinq ans d'interruption due à l'épidémie d'Ebola et à la mauvaise qualité de la piste d'atterrissage de l'aéroport international Roberts de Monrovia.](#) Les autorités ont inauguré en juillet dernier le nouveau terminal de l'aéroport, d'une capacité d'accueil de 350 000 à 500 000 passagers par an. La plateforme dispose d'une piste rénovée, équipée d'un nouveau Système d'atterrissage aux instruments (ILS), et d'un système de balisage.

## MALI

---

### **8<sup>ème</sup> Journées minières et pétrolières (JMP)**

[La 8<sup>ème</sup> édition des JMP s'est tenue du 12 au 14 novembre 2019 au Centre international de conférence de Bamako](#) sur le thème : « développer durablement les secteurs minier et pétrolier au profit des générations futures ». Ouverte officiellement par le Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances en présence de la ministre des Mines et du Pétrole et de nombreuses personnalités, les 8<sup>èmes</sup> JMP ont rassemblé plus de 400 délégués officiels venus d'une vingtaine de pays. Elles interviennent juste après l'adoption du nouveau Code minier du Mali.

### **Projets d'adduction en eau potable et assainissement dans les régions de Kayes et Koulikoro**

Le Conseil des ministres vient d'approuver un avenant conclu entre l'Etat malien et le groupement Antea France / Breess. D'un montant de 358 M FCFA (546 000 EUR) et d'un délai d'exécution de 17 mois, il prévoit notamment la réalisation d'infrastructures d'adduction en eau potable et d'assainissement supplémentaires dans 36 sites (régions de Kayes et Koulikoro). Ces infrastructures doivent contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations des zones bénéficiaires.

## MAURITANIE

---

### **Le Fond koweïtien accorde un prêt de 32,8 M USD**

[Le Fonds koweïtien de développement économique arabe \(FKDEA\), vient d'accorder à la Mauritanie un prêt de 32,8 M USD](#) destiné à la réalisation d'une route de 150 km, devant relier la ville de Nema à celle de Nbeiguet Lehwach (Est du pays). L'enveloppe couvre également la sécurité routière, l'approvisionnement en eau et l'appui institutionnel. Le projet va permettre aussi d'améliorer l'accès des populations les plus vulnérables aux services de base, le désenclavement des régions reculées et la mise en place d'infrastructures modernes

### **Lancement par l'Union européenne (UE) de deux programmes**

[L'UE a procédé au lancement de deux programmes, SAFIRE et PACAO, qui visent le renforcement de la compétitivité, de la création de l'emploi et de l'insertion socio-professionnelle.](#) Sécurité Alimentaire, Formation, Insertion, Résilience et Emploi (SAFIRE), va augmenter l'insertion socio-professionnelle durable et décente à travers le soutien à la formation professionnelle et à l'accompagnement vers l'emploi. Il sera mis en œuvre par trois consortiums regroupant 14 ONG et associations de la société civile, dont les trois chefs de file sont Oxfam, Croix rouge française et GRET. Le Programme d'appui à la compétitivité de l'Afrique de l'ouest (PACAO) va quant à lui, contribuer à la transformation structurelle de l'économie par la production de biens et services compétitifs à plus haute valeur ajoutée à travers une approche filière (aviculture, peaux et cuir et gomme arabique). Il est mis en œuvre par les ONG COOPI et SOS-Sahel. Les deux programmes sont destinés à huit régions du pays et ciblent entre 22 000 et 23 000 personnes pour un financement total de 14 M EUR sur une durée de 4 ans (2019-2023).

### **Signature du procès-verbal du 2<sup>ème</sup> tour de négociations de l'accord de pêche entre la Mauritanie et l'UE**

[Le texte porte sur le renouvellement de l'accord actuel afin d'assurer la continuité des activités de pêche des navires de l'UE et des paiements de la contrepartie financière sans interruption au-delà du 15 novembre 2019 \(date d'expiration\).](#) Le projet du nouvel accord a également été discuté. Pour mémoire l'UE et la Mauritanie avait conclu novembre 2015, un accord de pêche d'une durée de quatre ans. Il prévoit le versement par l'UE de 59,1 M EUR par an à la Mauritanie.

## NIGER

---

### **Les services du FMI concluent une mission de revue de programme au Niger**

[Une mission du Fonds monétaire international \(FMI\) conduite par Christoph A. Klingen a séjourné à Niamey du 29 octobre au 12 novembre 2019 afin de mener des discussions au titre de la 5ème revue du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit \(FEC\).](#) A l'issue de la mission, M. Klingen a déclaré que la mise en œuvre du programme de réforme du gouvernement a été satisfaisante malgré un environnement difficile et que les autorités nigériennes et l'équipe du FMI ont abouti à un accord de principe pour l'achèvement de la cinquième revue. Il a également indiqué que la croissance économique était vigoureuse, devant atteindre 6,3 % cette année et dépasser en moyenne 7 % sur les cinq prochaines années. La construction de l'oléoduc pour le pétrole brut et le démarrage attendu des exportations de pétrole en 2022 constituent les principaux leviers pour l'économie nationale. La situation budgétaire demeure dans l'ensemble satisfaisante et le déficit global devrait s'améliorer cette année pour respecter le plafond de déficit de 3% du PIB de l'UEMOA en 2020.

### **Assainissement du répertoire des contribuables**

[Le ministre des Finances vient de publier un communiqué relatif à l'assainissement du répertoire des contribuables.](#) Il porte à l'attention des opérateurs économiques réalisant des opérations douanières et qui ne figurent pas dans le fichier des contribuables actifs à jour de leurs obligations déclaratives et de paiement que, dorénavant, il ne leur sera plus possible de procéder au dédouanement de marchandises, ni être adjudicataire d'un marché public, auprès de la Direction générale du Budget, ni recevoir le paiement de créances auprès de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité Publique sans la régularisation préalable de leur situation fiscale. Pour mémoire, le fichier des contribuables fiscalement actifs peut maintenant être consulté en ligne sur le [site web de la Direction générale des Impôts](#).

### **Réunion du Comité de pilotage des appuis budgétaires de l'UE au Niger**

[Le ministre des Finances, M. Mamadou Diop, ordonnateur national du Fonds européen de développement a présidé la 2<sup>ème</sup> réunion du Comité de pilotage des appuis budgétaires de l'UE au Niger.](#) Les appuis budgétaires de l'UE représentent un peu plus de 80% de l'enveloppe du programme indicatif national du Niger, 11<sup>ème</sup> FED, estimée à 686 M EUR. Au titre de l'année 2019, 35 M EUR de la tranche fixe ont déjà été décaissés et une requête de décaissement portant sur 78 M EUR sera introduite prochainement.

### **Impact de la forte pluviométrie sur la production agricole 2019**

[La saison d'hivernage a été marquée cette année au Niger par de fortes pluies qui ont entraîné de nombreuses inondations, et la destruction des cultures et du pâturage.](#) « Normalement l'abondance des pluies devrait se traduire par une production très importante aussi bien pour les cultures que pour les pâturages. Mais du fait qu'elles se sont prolongées, les pluies ont inondé les surfaces des périmètres irrigués, des champs et ont provoqué des dégâts sur les récoltes dans un certain nombre des régions », a indiqué Ali Béty, le Haut-commissaire à l'Initiative 3N, lors de la 20<sup>ème</sup> réunion du Comité interministériel d'orientation (CIO) du programme de l'Initiative 3N, présidée le 5 novembre par le chef de l'Etat. Dans la région de Tillabéri par exemple, plus de 400 hectares de riz, soit une production de près de 3000 tonnes, ont été perdus du fait de ces inondations.

## SENEGAL

---

### **Développement des partenariats public-privé avec l'aide de l'UE**

Amadou Hott, le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération, qui intervenait en marge de la réunion d'information sur le développement du Secteur privé ACP-UE, a annoncé de nouvelles réformes du gouvernement, en vue de promouvoir, au Sénégal, davantage de projets dans le cadre du partenariat public-privé. A travers cette rencontre de 3 jours, l'Union européenne (UE) a fait la promotion du Plan d'investissement extérieur (PIE) qui a été lancé en 2017.

## **Le CIO promet 90 M USD au comité d'organisation des JOJ 2022**

Selon son Président, le comité international olympique (CIO) remettra, au comité d'organisation des Jeux olympiques 2022, une enveloppe de 54 Mds FCFA (82 M EUR) dans le cadre de sa contribution à la tenue de cette compétition, qui se tiendra sur les sites de Dakar, Diamniadio et Saly. Thomas Bach, en visite au Sénégal, s'est dit impressionné par l'enthousiasme des Sénégalais prêts à accueillir les JO de la Jeunesse en 2022, les premiers en Afrique.

## **Séminaire intergouvernemental franco-sénégalais**

[Dakar accueillera les 17-18 novembre, le Séminaire intergouvernemental franco-sénégalais, coprésidé par le Premier Ministre Edouard Philippe.](#) La coopération économique sera évoquée et en particulier le projet de Train Express Régional de Dakar. Le Séminaire précède le 6<sup>ème</sup> Forum de Dakar sur la Paix et la Sécurité (18-19 novembre) qui réunira des responsables politiques et acteurs de la paix et la sécurité en Afrique.

## **SIERRA LEONE**

---

### **Résultat de la dernière enquête intégrée sur les conditions de vie des ménages**

[Cette enquête a été effectuée en 2018 et permet d'actualiser les données issues de celle de 2011 \(la dernière en date\)](#), avec pour principal objectif, entre autres, de fournir une batterie d'indicateurs sociaux, notamment ceux en lien avec l'incidence de la pauvreté dans le pays et les enjeux d'accès à un certain nombre de service de base (éducation et santé). Comme principaux résultats, l'étude estime à environ 1 248 180 le nombre de ménage (6 personnes en moyennes) dans le pays, ce qui conduit à une population totale de 7 534 981 personnes. Cette estimation est presque égale à celle du FMI (7,571 millions). La répartition par sexe est relativement équilibrée, avec une légère prédominance des femmes (52,1%). L'incidence de la pauvreté (ratio du nombre de personnes vivant avec moins de 1,13 USD par jour) demeure élevée dans le pays, avec un taux officiel estimé par l'étude à 56,8% en 2018. Le taux de pauvreté alimentaire (moins de 0,6 USD par jour pour se nourrir) est de 54,5% et 13% de la population vit dans une situation dite d'extrême pauvreté. La pauvreté est concentrée en milieu rural qui souffre d'un taux moyen (74%) deux fois supérieur à celui des milieux urbains. Cette disparité est grandissante et se reflète dans le niveau élevé de l'indice de Gini (0,7 sur 1 en 2018 contre seulement 0,3 en 2011). D'autres inégalités et insuffisances sont également caractérisées, notamment dans les secteurs éducation/formation et santé.

### **Le budget 2020 est prévu à environ 1 Md USD, en hausse annuel de 20,5%**

[Intervenant devant les députés sur la politique économique du gouvernement pour les toutes prochaines années, le ministre Sierra-léonais, Jacob Jusus Saffa, a présenté les grandes lignes du budget de l'Etat en 2020.](#) Il en ressort que celui-ci est projeté à environ 9,35 billions Le (environ 1 Md USD), soit 21,5% du PIB du pays. Ce budget est ainsi en hausse de 20,5% en glissement annuel (g.a.). Environ 2/3 (69%) de ce montant sera alloué aux dépenses ordinaires composées majoritairement pour moitié des salaires et près de 30% du service de la dette. Les investissements publics consommeront ainsi environ 1/3 du budget. Quant aux ressources, elles sont projetées à 8,24 billions Le (environ 0,86 Md USD), dont environ 80% à mobiliser en interne via notamment les recettes fiscales (60% des ressources totales). Globalement, les ressources domestiques devraient croître de 15% en g.a.. Le déficit budgétaire global est attendu à 2,6% du PIB et sera à 98% financé par des emprunts extérieurs.

## **TOGO**

---

### **Dangote investit dans les engrais et le ciment au Togo**

Le géant nigérian Dangote a annoncé un investissement de l'ordre de 2 Mds USD dans une unité d'engrais phosphatés et une cimenterie. La décision de l'investisseur nigérian devrait ainsi donner corps à cet ancien projet de valorisation de la ressource minière togolaise. Il s'agit de la première concrétisation de l'intérêt pour le Togo de l'investisseur Dangote, par ailleurs membre du conseil d'administration de Togo Invest.

## **Le Togo lance un appel d'offres pour la fourniture d'une station fixe de contrôle et de gestion des fréquences radio**

[Le ministère des Postes, de l'Economie numérique et des Innovations technologiques du Togo recherche un soumissionnaire pour fournir, installer et mettre en service une station fixe de contrôle et de gestion du spectre des fréquences radioélectriques.](#) L'installation, s'inscrit dans le cadre du Programme régional ouest-africain de développement des infrastructures de communication (West African Regional Communications Infrastructure Program - WARCIP) pour lequel le gouvernement togolais bénéficie d'un appui financier de la banque mondiale de 30 millions de dollars. L'appel d'offres court jusqu'au 06 décembre 2019 à 10h30.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	18,5	4,5	19,3	16,3	8,0	<b>120,4</b>	<b>992,6</b>
<b>Macroéconomie</b>														
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	17,2	5,2	9,2	24	5,4	<b>140,3</b>	<b>1 642,7</b>
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	927	1 143	477	1 474	670	<b>1 060</b>	<b>1 658</b>
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	4,9	3	5,2	6,2	4,7	<b>6,3</b>	<b>3</b>
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	1,7	3	3	0,5	0,7	<b>1,4</b>	<b>8,5</b>
<b>Finances Publiques</b>														
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,1	<b>-3,8</b>	<b>-3,7</b>
<i>Dette publique (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	36,6	83,9	55,1	64,4	74,6	<b>52,5</b>	<b>48,5</b>
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	<b>16,2</b>	-
<i>Risque Pays<sup>1</sup></i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
<b>Echanges</b>														
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers<sup>2</sup> (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	<b>3 573</b>	<b>11 015</b>
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	<b>1380</b>	<b>8 069</b>
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-7,9	<b>-6,8</b>	<b>-2,6</b>
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Aspects qualitatifs</b>														
<i>IDH (2018)<sup>3</sup></i>	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
<i>Doing Business (2019)<sup>4</sup></i>	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
<i>Environnement des affaires<sup>5</sup></i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

<sup>1</sup> Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

<sup>2</sup> Trade Map-2017

<sup>3</sup> PNUD - Classement sur 188 pays

<sup>4</sup> Banque mondiale - Classement sur 190 pays

<sup>5</sup> Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque